**France. Génération malmenée**

[**THE NEW YORK TIMES - NEW YORK**](http://www.courrierinternational.com/notule-source/the-new-york-times)

Publié le 12/12/2012 - 17:13

Dessin d’Eva Vázquez paru dans El País, Madrid.

Les jeunes, même diplômés, sont durement touchés par le chômage. Portrait d’une frange de la société qui est loin d’être marginale.

Justine Forriez se réveille de bonne heure et se met à son ordinateur pour rechercher un emploi. Une fois par semaine, elle se rend à Pôle emploi, où elle suit une formation sur la recherche d’emploi. Elle a eu dix entretiens d’embauche depuis le mois de mai et a envoyé 200 CV.

Justine n’est ni pauvre ni défavorisée. Elle est titulaire d’une maîtrise en management des établissements sanitaires et médico-sociaux, mais, après deux ans de stages, elle vit d’une aide de l’Etat et de petits boulots non déclarés comme baby-sitter et serveuse de bar. Elle s’occupe aussi d’un chien pour 5 euros par jour et, durant son temps libre, elle fait de l’aquarelle pour ne pas sombrer dans la folie. *“Je ne me sens pas très bien quand je suis chez moi*, dit-elle. *On se retrouve sans travail, sans projet.* *Avec les 35 euros de garde du chien,* *j’achète de quoi manger pour la semaine.”*A 23 ans, Justine fait partie d’une génération de plus en plus problématique en France et dans d’autres pays européens à croissance faible : celle des chômeurs jeunes et diplômés, qui vont d’un stage à l’autre, d’un CDD à l’autre, mais qui ne peuvent trouver un emploi à durée indéterminée susceptible de les faire accéder au mode de vie français qui semble être la norme depuis des décennies : statut de contribuable et accession à la propriété.Il s’agit d’une “génération flottante”, dont le sort, généralement perçu comme un échec du système, est aggravé par la crise européenne : un modèle d’enseignement élitiste qui n’intègre pas les diplômés dans la vie active, un marché du travail rigide sur lequel il est difficile d’entrer et une fiscalité coûteuse pour les entreprises désireuses d’embaucher à plein temps, à laquelle s’ajoute le coût du licenciement.

Le résultat, comme en conviennent analystes et dirigeants, est une population de plus en plus importante de chômeurs diplômés, dont l’accès au marché du travail est retardé. De plus, l’incapacité de cette nouvelle frange de la société à trouver un bon emploi a une incidence négative sur les recettes fiscales, le système de retraite et le marché de l’immobilier. Ils ne font pas l’objet d’une comptabilisation séparée, mais, lorsqu’on les ajoute au nombre élevé de jeunes chômeurs peu instruits ou peu qualifiés, on a le sentiment que la France et d’autres pays d’Europe occidentale risquent de perdre une génération.

Louise Charlet, 25 ans, titulaire d’un master en gestion, a travaillé pendant plus de deux ans comme stagiaire à Kiabi, mais n’a pas réussi à décrocher un CDI. Elle a également travaillé dans un hôtel à Lille pendant trois mois. Elle vit avec son compagnon, lui aussi au chômage, dans un minuscule appartement, consulte les offres d’emploi sur Internet et se rend régulièrement à Pôle emploi. *“Vous voyez*, dit-elle en montrant l’écran, *il n’y a qu’une offre d’emploi aujourd’hui, et c’est un CDD.”* La crise rend les entreprises deux fois plus réticentes à embaucher. *“Dans la génération de mes parents, on avait un emploi pour la vie ; aujourd’hui, on change constamment d’emploi, d’entreprise et de région.”*Yasmine Askri, 26 ans, s’est spécialisée dans les ressources humaines et, après un an de chômage, a obtenu un diplôme dans une école de commerce. On lui a promis un CDI après un stage, mais il n’est jamais venu. Elle a quitté la région de Lille pour tenter de trouver un emploi à Paris, mais elle est restée au chômage un an de plus, avant de décrocher un poste intérimaire de dix-huit mois chez GDF Suez. Ce contrat a pris fin en juin dernier.

Depuis, de nouveau au chômage, elle a envoyé près de 400 CV, mais n’a obtenu que 3 entretiens.*“C’est une catastrophe pour tout le monde”*, déplore Jean Pisani-Ferry, directeur de Bruegel, un think tank spécialisé dans les questions économiques dont le siège à Bruxelles. *“On ne leur fait pas confiance et ils sont mal traités par les employeurs. Et puis il y a tous ces jeunes qui occupent des postes qui ne correspondent pas à leurs qualifications.”* Le marché de l’emploi, conclut-il, est*“profondément dysfonctionnel”*.Dans toute l’Union européenne, le taux de chômage chez les 15-24 ans s’est envolé : 22 % en France [24,2 % au troisième trimestre], 51 % en Espagne [55,9 % au troisième trimestre], 36 % en Italie. Et ces chiffres ne concernent que ceux qui sont à la recherche d’un emploi. Il faut y ajouter une autre catégorie : ceux qui ne sont ni employés, ni scolarisés, ni en formation, autrement dit les *Neet* [*not in education, employment or training,* c’est-à-dire hors de tout système], comme les appelle l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Et, selon une étude de l’agence européenne Eurofound, l’Europe compte 14 millions de ces jeunes exclus, qui ont coûté 153 milliards d’euros aux Etats membres en termes d’allocations et de production perdue, soit 1,2 % du PIB de l’Union européenne.En Espagne, aux nombreux jeunes à la recherche d’un emploi viennent s’ajouter 23,7 % des 15-29 ans qui ont abandonné toute démarche, comme le note Anne Sonnet, économiste à l’OCDE chargée des questions liées au chômage. En France, ils sont 16,7 %, soit près de 2 millions de jeunes, à avoir baissé les bras et, en Italie, 20,5 %.Selon l’étude d’Eurofound, le plus décourageant, en particulier pour la génération flottante, est que 42 % des jeunes sont en CDD. Et quelque 30 % d’entre eux, soit 5,8 millions de jeunes adultes, sont employés à temps partiel, ce qui représente une hausse de près de 9 points de pourcentage par rapport à 2011. Cette tendance est tout particulièrement manifeste en France, où, selon le ministre du Travail, Michel Sapin, 82 % des personnes embauchées obtiennent un CDD.

*“Oui, c’est vrai*, confirme Justine Forriez, *on peut trouver des stages et des contrats en alternance. En revanche, dès qu’on parle d’un emploi, d’un contrat de travail, il n’y a plus personne.”*François Béharel, président de Randstad France, filiale d’un groupe multinational d’intérim et de services en ressources humaines, souligne que le problème du chômage des jeunes s’aggrave, alors que les employeurs manquent d’ingénieurs, d’informaticiens, d’électriciens et de soudeurs. *“Nous devons commencer avec les parents. Arrêtons de rêver à des cols blancs*, dit-il. *Il faut absolument revaloriser les métiers industriels.”* Mais les PME, qui sont les plus grands pourvoyeurs d’emplois en France, n’ont pas les ressources nécessaires pour former la main-d’œuvre.*“On a empilé des bataillons d’étudiants dans des formations généralistes, et tout le monde sait que peu d’entre eux vont trouver l’emploi qu’ils imaginaient quand ils sont entrés à l’université”,* observe-t-il.

Seuls 40 % des étudiants inscrits à l’université en ressortent diplômés ; les autres abandonnent leurs études, après avoir été formés pour rien.Pourtant, dit-il, un diplôme universitaire est le meilleur moyen de trouver un emploi : seuls 10 % des diplômés sont au chômage quatre ans après la fin de leurs études, alors que le pourcentage atteint 40 % chez les non-diplômés. Cependant, la voie pour trouver cet emploi est aujourd’hui plus longue et plus coûteuse tant pour les jeunes que pour l’Etat. Et cela retarde d’autant le mariage, l’accès à la propriété et la retraite.Justine Forriez est sympathique et débrouillarde, et son sourire révèle un petit espace qu’on appelle en France “les dents du bonheur”. Mais garder le moral n’est pas une tâche facile. *“On se dit qu’on s’est donné beaucoup de mal pour payer ses études*, dit-elle.*C’est si dur qu’on finit par penser :*‘J’ai fait cinq ans d’études et beaucoup de sacrifices, et pour quoi ?

Pour en faire d’autres, car j’ai besoin d’argent pour vivre’.” Psychologiquement aussi, c’est difficile. *“Je reconnais qu’il y a des jours où je craque, où je pleure*, ajoute-t-elle. *Je ne deviens pas hystérique, mais j’en veux au monde entier.”*Le ministre du Travail, Michel Sapin, a rappelé que le président Hollande a fondé sa campagne sur la promesse de réduire le chômage chez les jeunes. *“La difficulté,* a-t-il dit, *est d’adapter l’enseignement aux besoins de l’économie.”* Le gouvernement est engagé dans un “dialogue social” avec le patronat et les syndicats pour réformer les règles du travail, faciliter l’accès au marché du travail et rendre les entreprises françaises plus compétitives.Selon le ministre, le principal objectif des négociations est de renforcer la confiance entre les partenaires sociaux, de réduire la “culture du conflit” et de créer un système plus solidaire et plus souple, comme en Allemagne, un système qui permette de recourir davantage au temps partiel durant les périodes difficiles pour les entreprises. Il souligne qu’en France l’enveloppe pour financer le chômage partiel est de 30 millions d’euros, alors qu’en Allemagne elle atteint 15 milliards.

Mais ce changement structurel – s’il se produit – prendra du temps.Olivia Blondel a dû s’expatrier à Londres pour trouver un emploi dans le domaine de son choix, le design textile, après avoir obtenu une maîtrise et s’être payé des cours du soir en infographie, en design textile, en gestion et en couture. Pour acquérir une expérience de travail, elle a accepté de faire un stage non déclaré. *“J’ai essayé de faire des milliers de choses avec Pôle emploi, mais ça n’a pas marché”*, dit-elle. Entre 2006 et 2009, elle n’a rien pu trouver. *“J’ai l’impression qu’il y a très peu d’emplois ou qu’il y a un énorme fossé entre les offres et nos qualifications.”*Aujourd’hui, à 32 ans, Olivia est de retour à Paris après plusieurs mois passés au Vietnam grâce à une aide de Pôle emploi, mais elle est sans travail depuis le mois de juin et reste financièrement dépendante de ses parents retraités – qui, eux, ont passé toute leur carrière dans la même entreprise. Elle perçoit une allocation de chômage d’environ 1 100 euros – qui va expirer dans quelques mois – et elle loue un minuscule studio dans une HLM. *“Je suis sûre de gagner de l’argent un jour et je rembourserai tout le monde*, dit-elle. *J’achèterai une maison, même si c’est au milieu de nulle part.”*

**Steven Erlanger**